

Communiqué des Organisations de la Société Civile sur la réforme des politiques agricoles européennes

Une bonne alimentation, une bonne agriculture : maintenant !

Nous, organisations signataires de la présente pétition, constatons que le système agricole et alimentaire européen a failli : il ne profite qu'à une minorité de bénéficiaires, au détriment de la majorité des personnes et des agriculteurs, et de la planète dans son ensemble.

Ce système agricole et alimentaire européen conduit au gaspillage de ressources naturelles que l'on sait limitées. Il détruit l'environnement en contribuant au changement climatique, à la perte de biodiversité, à l'épuisement des ressources halieutiques, à la déforestation, à l'érosion des sols, à la raréfaction de la ressource en eau ainsi qu'à la pollution de l'air et de l'eau. Malgré leur recours à des ressources importées et leur contribution à la résistance antimicrobienne, les exploitations industrielles ont été favorisées. Ce développement se fait aux dépens d'un revenu viable pour les agriculteurs et des emplois ruraux en Europe, et du respect des droits de l'homme, de conditions de travail et de vie décentes dans les pays en développement. Les agriculteurs sont condamnés à choisir entre un risque de faillite pour leur exploitation ou une course à l'intensification. Les pratiques alternatives dont l'efficacité n'est pourtant plus à démontrer, telles l'agriculture biologique ou l'agro-écologie, restent marginalisées par les tenants de l'agriculture conventionnelle. Dans le même temps, tant la malnutrition d'un côté que l'explosion de l'obésité et de régimes alimentaires déséquilibrés de l'autre se retrouvent dans les principales causes de mortalité et de maladies, en Europe et dans le monde.

La Politique Agricole Commune de l'Union Européenne (PAC) a contribué à cette faillite du système agricole et alimentaire, à travers la promotion de méthodes agro-industrielles et de filières alimentaires globalisées. L'atteinte des Objectifs de Développement Durable de l'accord sur Climat de Paris passe nécessairement par une réforme radicale de la PAC et des politiques communautaires associées. Il est de la responsabilité de l'Union Européenne de promouvoir des systèmes plus justes, plus soutenables et plus résilients.

Les Organisations signataires appellent à une transformation profonde du système agricole et alimentaire sur la base des principes suivants :

- **Des entités économiques équitables et diversifiées** : des revenus équitables et des conditions de travail décentes pour les agriculteurs et les salariés agricoles ; un accès facilité pour une agriculture paysanne soutenable ; des politiques favorisant des circuits courts et l'approvisionnement d'entités publiques ; des aides pour que tous les consommateurs puissent accéder à des produits alimentaires de haute qualité ; dans les pays du Sud, le respect du droit à l'alimentation pour les habitants et de subsistance pour les petits agriculteurs.
- **Un environnement sain et des systèmes agricoles et alimentaires respectueux du bien-être animal** : la fin d'aides destructrices de l'environnement ; l'incitation à la fourniture d'aménités environnementales et sociales ; la restauration des écosystèmes et la prévention de perte de biodiversité à venir ; l'encouragement actif de la diversité génétique domestique ; une production agricole sans recours à des pesticides de synthèse ou de fertilisants minéraux destructeurs de l'environnement ; la minimisation du gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne d'approvisionnement ; l'arrêt de l'importation de produits contribuant à la déforestation ; le respect effectif de la santé et du bien-être des animaux ; le remplacement de l'élevage industriel par un élevage extensif, où les animaux ne sont pas assimilés à des marchandises gavées d'antibiotiques et où l'équilibre entre l'élevage et le sol est respecté ; une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre et une transition vers des systèmes agricoles et alimentaires résilients.
- **Un soutien de la santé et du bien-être des citoyens** : des systèmes alimentaires contribuant à des régimes sains, nourrissants, respectant les saisons, les cultures et les terroirs ; la promotion de régimes alimentaires moins riches en produits animaux ; la sensibilisation des citoyens à

l'impact de leur alimentation sur leur santé, sur les agriculteurs, sur l'environnement et les animaux d'élevage ; la prévention de pratiques agricoles néfastes pour les agriculteurs, les travailleurs agricoles et les populations vivant en milieu rural.

- **Une gouvernance démocratique, reposant sur des systèmes alimentaires transparents et une implication active des citoyens** : l'implication des citoyens dans des processus de décision ouverts ; la fin de décisions prises sous la seule emprise de grands groupes industriels ; la mise en responsabilité des communautés locales dans la transition souhaitée.

Nous nous engageons à accompagner une réelle transition en partenariat avec les agriculteurs, les citoyens et les décideurs politiques. Ainsi, nous demandons instamment aux institutions politiques européennes et nationales de réorienter les politiques agricoles européennes en adoptant les principes présentés ci-dessus, en particulier dans le processus de réforme de la PAC pour après 2020.